



**Programme opérationnel régional FEDER-FSE
de l'Île-de-France et du bassin de la Seine 2014-2020**

**Appel à projets Initiative Emploi des Jeunes (IEJ)
pour la période 2020-2021**

**Axe prioritaire n°9 « Mise en place de l'Initiative pour l'emploi des
jeunes en Seine-Saint-Denis »**

Code Synergie de l'AAP : AAP_SIG_21122020_28022021

« Initiative pour l'emploi des jeunes en Seine-Saint-Denis »

Date de lancement de l'appel à projets : 21/12/2020

Date limite de dépôt des candidatures : 15/03/2021 à 12h00

Aucune demande de subvention ne sera recevable après cette date. Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs.

Le dossier de candidature devra être transmis en ligne sur la plateforme E-Synergie :

https://portail.synergie.asp-public.fr/e_synergie/portail/idf.

Les envois par mail ne sont pas acceptés.

REGLEMENT D'ATTRIBUTION

PREAMBULE

Pour la période 2014-2020, les Fonds européens structurels et d'investissement (FESI) constituent un important potentiel d'effet levier pour la mise en œuvre des politiques publiques régionales visant à la cohésion économique et sociale et la solidarité au sein de l'Île-de-France. C'est par la mise en synergie des fonds communautaires, nationaux et régionaux que la Région Île-de-France propose des solutions adaptées aux enjeux identifiés dans le diagnostic territorial stratégique élaboré en 2012.

La Région Île-de-France a choisi d'élaborer un programme opérationnel FEDER-FSE visant à favoriser une synergie des fonds et une approche intégrée. Les orientations stratégiques retenues s'articulent avec :

Les objectifs de la stratégie Europe 2020 adoptée par le Conseil européen du 17 juin 2010 afin de lutter contre la crise et de créer les conditions favorables à une croissance européenne intelligente, durable et inclusive :

- ✓ une croissance intelligente : développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation ;
- ✓ une croissance durable : promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte et plus compétitive ;
- ✓ une croissance inclusive : encourager une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale.

La croissance inclusive se traduit notamment par l'insertion des jeunes sur le marché du travail. La recommandation du Conseil de l'Union européenne du 22 avril 2013 sur l'établissement d'une garantie pour la jeunesse (2013/C120/01) applicable aux 28 Etats membres prévoit que les jeunes se voient offrir une solution de qualité : un emploi, une formation continue, un apprentissage ou un stage, dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou de leur sortie de l'enseignement.

Dans ce cadre et afin de concourir à la mise en œuvre de cette recommandation, l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) vise à offrir un parcours d'insertion professionnelle et sociale aux jeunes Européens les plus en difficultés.

L'IEJ vise ainsi tous les jeunes âgés de moins de 26 ans sans emploi et ne suivant ni études ni formation (dénommés NEETs), résidant dans les régions éligibles, et qui sont inactifs ou chômeurs (y compris les chômeurs de longue durée), qu'ils soient inscrits ou non en tant que demandeurs d'emploi.

L'IEJ se traduit par un abondement de crédits pour les régions dans lesquelles le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25%.

En France, l'architecture de gestion de l'IEJ est partagée, selon le même schéma que le FSE, entre l'Etat et les Régions tel que décrit ci-après.

- Un programme opérationnel national IEJ en date du 3 juin 2014, approuvé par la Commission européenne, qui couvre l'ensemble de la métropole et des départements d'Outre-Mer, comprenant un volet national et des actions déconcentrées ;
- Des axes prioritaires intégrés aux Programmes opérationnels régionaux FEDER/FSE par les Conseils régionaux concernés.

L'accord régional entre l'Etat et la Région Île-de-France sur les lignes de partage concernant le FSE entre le volet déconcentré du programme opérationnel national FSE 2014-2020 pour l'emploi et l'inclusion en métropole et le programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi », et concernant l'IEJ au regard du programme opérationnel pour la mise en œuvre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes en métropole et outre-mer prévoit en article 5 :

- Sur le volet déconcentré francilien du PO IEJ : pourront être cofinancées, dans le cadre d'un appel à projets régional pour le territoire départemental Seine-Saint-Denis, les actions d'accès à

l'emploi (préparation à l'emploi, préparation aux entretiens d'embauche, culture d'entreprise, relations avec les entreprises, intermédiation, accès à l'apprentissage, soutien à la mobilité et à l'installation des apprentis).

- Sur le programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020, au titre de l'IEJ : pourront être cofinancées les actions de repérage, de formations pré-qualifiantes et qualifiantes, d'apprentissage, et d'accompagnement à la création d'activité. A cette fin, le Conseil général de la Seine-Saint-Denis peut prétendre à une délégation de gestion de la part de l'autorité de gestion régionale.

Il est possible de dédier 10% maximum des crédits octroyés à l'Etat membre sur des zones infrarégionales, telles que les départements dont le taux de chômage des jeunes sera supérieur à 25%.

En Ile-de-France, **seul le territoire du département de la Seine-Saint-Denis (93) est concerné.**

Une dotation de 2 882 139 € de crédits au titre de l'IEJ est attribuée pour ce territoire. Un cofinancement équivalent du FSE venant compléter cette dotation, 5 764 278 € seront dédiés à l'axe IEJ du Programme Opérationnel Régional sur 2014/2020. Cette dotation sera partagée entre un organisme intermédiaire - en l'occurrence le département de Seine Saint Denis - des dépenses propres de la Région Ile-de-France pour gérer l'IEJ en tant qu'autorité de gestion des fonds européens et le présent appel à projets.

A ce titre, pour l'année 2020-2021, une enveloppe prévisionnelle de crédits FSE de 2 251 365,63 € et de crédits IEJ de 2 251 365,63 € est dédiée à cet appel à projets.

I PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS

1.1 Contexte de l'appel à projets

Avec près de 207 000 personnes âgées de 15 à 24 ans, les Séquano-dionysiens représentent 13,4% des jeunes Franciliens. Ces derniers sont particulièrement touchés par un taux de chômage élevé, une non-scolarisation ou une absence de formation adéquate répondant aux besoins économiques du territoire et des conditions d'accès à l'emploi dégradées par rapport à la moyenne régionale.

Les séquano-dionysiens représentent en effet 20,4% des jeunes inactifs franciliens ou NEET's soit 10 180 jeunes.

Le présent appel à projets concerne les opérations relevant de l'axe 9 du Programme Opérationnel Régional de la Région Ile de France adopté le 18 Décembre 2014 par la Commission Européenne. La priorité d'investissement visée (8.2) est « l'intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse ».

Le programme opérationnel prévoit que : « Conformément aux recommandations de la garantie européenne pour la jeunesse, ce repérage doit être immédiatement assorti d'un accompagnement suivi et personnalisé du jeune, afin de sécuriser son intégration dans un parcours vers l'emploi. Dans le cadre des actions de type 1 de repérage, la région en coordination avec la DIRECCTE, s'assurera que les jeunes se verront proposer un parcours vers l'emploi par un accompagnement renforcé via une proposition de formation. »

L'appel à projets a pour vocation de former les NEET aux métiers en tension.

1.2 Objectifs de l'appel à projets

Les résultats attendus des actions soutenues dans le cadre de la priorité d'investissement 8.2 du Programme opérationnel régional sont :

- Le repérage et accompagnement personnalisé des NEET du territoire de Seine-Saint-Denis ;

- L'augmentation du nombre de jeunes NEET de moins de 26 ans faiblement qualifiés accompagnés vers la formation, l'apprentissage, un stage ou un emploi.

II CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS

2.1 Types d'actions recevables

Les actions pouvant être soutenues au titre du présent appel à projets sont celles relevant de l'objectif spécifique n°15 de l'axe 9 du Programme opérationnel régional pour l'Île-de-France et le bassin de la Seine, et plus précisément celles **en faveur des jeunes, en particulier ceux qui sont sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation (NEETs)**.

Les actions pouvant être cofinancées sont les suivantes :

- Actions de sécurisation des parcours d'insertion par la formation **pré-qualifiante et qualifiante** telles que :
 - Des actions de repérage qui s'inscrivent dans le parcours d'accompagnement (sourcing)
 - Des actions de prévention contre le décrochage en formation
 - Des actions de pré-qualification préalables à des prises de poste identifiées ;
 - Des actions d'apprentissage des langues (formation d'accès aux savoirs de base et français langue étrangère) favorisant l'accès à la formation notamment en centres de formation d'apprentis (CFA) ;
 - Des actions de formation qualifiante ou pré-qualifiante pour les jeunes engagés dans une démarche d'insertion pouvant comprendre des phases d'alternance ;
- Actions d'accompagnement à l'entrepreneuriat des jeunes NEET peu ou pas qualifiés et notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

Les actions ne relevant pas des thématiques présentées ci-dessus seront jugées **irrecevables**.

Les actions devront être destinées aux NEETs (ce qui exclut tout financement destiné aux structures).

Il conviendra également de tenir compte des lignes de partage avec le volet déconcentré en Ile-de-France du Programme opérationnel national pour la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes en métropole et outre-mer.

Les projets relevant dès première lecture du Programme opérationnel national pour la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes en métropole et outre-mer ne seront pas analysés lors de l'instruction du présent appel à projets. Il conviendra d'adresser la demande au service FSE de la DIRECCTE d'Île-de-France.

2.2 Bénéficiaires

Les organismes éligibles à la mise en œuvre des actions cofinancées sont :

- ☐ Les associations ;
- ☐ Les collectivités ;
- ☐ Les Groupements d'Intérêt Public (GIP) ;
- ☐ Les établissements publics ;
- ☐ Les organismes de formation ;
- ☐ Les chambres consulaires ;
- ☐ Les entreprises ;
- ☐ Les fondations ;
- ☐ Les lycées et universités.

2.3 Public cible

Le public éligible est constitué des jeunes NEET qui répondent aux caractéristiques suivantes :

- Sont résidents du département de la Seine-Saint-Denis ou peuvent justifier d'une domiciliation effective dans le département de la Seine-Saint-Denis au moment de l'inscription dans l'action ;
- Sont âgés de moins de 26 ans au moment de l'entrée dans un dispositif, d'une action ou d'un programme cofinancé ;
- Ne sont pas en emploi, c'est à dire répondent aux conditions des demandeurs d'emploi de catégorie A sans qu'il soit nécessaire d'être inscrit à Pôle Emploi ;
- Ne sont pas en éducation, ne sont donc pas inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire ou universitaire, ou sont repérés comme décrocheurs par l'éducation nationale ;
- Ne sont pas en formation : ne suivent aucune formation au moment de la prise en charge.

2.4 Localisation des actions

Pour être éligibles, les actions doivent se dérouler dans le département de la Seine Saint Denis sauf ponctuellement dans les situations particulières justifiant des réalisations partielles en dehors du département. Par exemple : ressource en termes de structure non accessible sur le département ; parcours incluant une étape située en dehors du département ; ...

2.5 Montant et taux d'intervention de l'aide FSE et de l'IEJ :

Le montant minimum de participation du FSE + crédits IEJ est fixé à 100 000 € annuel. Ce montant minimum peut être compensé d'une année à l'autre en fonction du montage financier du projet (exemple : il est possible de présenter 50 000 € de dépenses en 2020 et 150 000€ de dépenses en 2021).

Afin d'atteindre le minimum FSE + crédits IEJ requis, **les porteurs de projets sont encouragés à favoriser les projets chef de file.** Seront privilégiés les projets à fort impact, c'est-à-dire favorisant des actions à une échelle territoriale conséquente dans le respect de la zone d'éligibilité et l'accompagnement d'un nombre important de participants.

Le taux d'intervention maximum du FSE + crédits IEJ est fixé à 66,66 % du coût total éligible. Le taux d'intervention minimum du FSE sur un projet est fixé à **20 % du coût total éligible**, sauf dispositions exceptionnelles.

Le respect des différents seuils sera calculé à l'issue de l'instruction de la demande de subvention après ajustement éventuel du plan de financement et fera l'objet d'un conventionnement.

2.6 Cofinancements

Le Fonds social européen vient en cofinancement d'autres ressources publiques et / ou privées. **Il ne peut financer à lui seul l'intégralité des coûts éligibles du projet.** Le plan de financement devra obligatoirement faire apparaître au moins une autre ressource publique ou privée, ou un autofinancement de l'organisme porteur de projet, en sus du financement européen.

Le détail des ressources du projet est à indiquer clairement lors du dépôt du projet sur le portail « e-Synergie ». Un onglet spécialement dédié à cette saisie de ces informations est à renseigner lors du dépôt de la demande sur e-Synergie.

Le porteur de projet devra apporter des éléments justifiants de l'engagement de chacun des co-financeurs à la mise en œuvre du projet : délibérations, conventions ou lettre d'intention mentionnant le nom du projet, son contenu, le porteur, la période de mise en œuvre et la liste des dépenses éligibles retenues par le co-financeur le cas échéant.

2.7 Temporalité du projet

La date de commencement d'exécution du projet doit être postérieure ou égale au 1er septembre 2020. La

date d'achèvement physique de l'opération (**acquittement des dépenses compris**) doit être antérieure au 30 juin 2022.

La période de réalisation des projets ne peut être inférieure à 12 mois, ni supérieure à 22 mois du fait des contraintes de la clôture de la programmation 2014-2020.

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide.

2.8 Dépôt du dossier

Le dossier de candidature devra être transmis en ligne, avant le 15/03/2021 à 12h sur la plateforme e-Synergie: https://portail.synergie.asp-public.fr/e_synergie/portail/idf.

Aucun dépôt de dossier en dehors de la plateforme e-Synergie ne sera accepté. Tout dossier incomplet sera jugé irrecevable lors de son instruction.

III CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS RECEVABLES

3.1 Critères d'éligibilité des dépenses

L'éligibilité des dépenses sera analysée pour chaque projet déposé. L'objectif est de concentrer le cofinancement du FSE et de l'IEJ sur les actions du projet et non sur les frais de fonctionnement de la structure.

Conformément à l'article 65.1 du règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013, les règles d'éligibilité des dépenses sont déterminées par l'Etat membre. **Les règles d'éligibilité sont précisées par les textes suivants consultables sur le site Légifrance (<http://legifrance.gouv.fr>) :**

- Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020
- Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 (version consolidée au 14 février 2017)
- Arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020
- Arrêté du 12 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020.
- Arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016.

Pour mémoire, les dépenses présentées sont éligibles, non exclusivement, aux conditions suivantes :

- Elles sont directement rattachées au projet retenu pour bénéficier du soutien des fonds européens et ce projet n'a pas été matériellement achevé ou totalement mis en œuvre avant que la demande de financement au titre du POR FEDER-FSE 2014-2020 soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion¹, la Région Ile-de-France en l'occurrence ;
- Le projet et les dépenses qui lui sont afférentes ne sont pas présentées par le porteur de projet au titre d'un autre fond ou d'un autre dispositif européen ;
- Elles sont engagées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide ;

¹ Conformément à l'article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes.

- Elles doivent être justifiées par des pièces probantes ;
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation au projet retenu et sont supportées comptablement par l'organisme ;

Conformément aux dispositions arrêtées par la Région Île-de-France :

- Un plafond maximum de la rémunération pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre des FESI est fixé à 90 000 € de salaire annuel brut chargé. Les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FSE ;
- La quotité minimum de temps consacrée au projet pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre des FESI est fixé à **10% du temps de travail annuel**. Les quotités de temps consacrées au projet inférieures à ce plancher ne sont alors pas prises en compte pour la détermination du montant FSE.

Dans le cadre de l'instruction du projet, **le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles**. A ce titre le service chargé de l'instruction du dossier de demande de financement européen sera amené à vérifier le caractère raisonnable des dépenses présentées.

Le porteur de projet devra fournir les éléments suivants au moment de l'instruction :

Pour les dépenses de personnel :

- Lettre de mission ou fiche de poste explicitant les missions à réaliser. De plus, cette lettre de mission devra mentionner la quotité de temps passé sur le projet pour chacune des personnes mobilisées à taux fixe (nb : la quotité de temps mensuellement fixe doit être clairement précisé le cas échéant) ;
- Fiche de paie de décembre n-1 ou contrat de travail pour chacune des personnes mobilisées ;
- Offre d'emploi mentionnant la rémunération et la quotité de temps passé prévisionnelles sur le projet pour les personnes non encore recrutée ou fiche de poste équivalente et déjà existante mentionnant la rémunération.

Pour les dépenses en nature :

- Tout élément probant permettant de justifier la valorisation ;

Pour les dépenses de fonctionnement :

- Tout élément justificatif permettant de valider le caractère raisonnable de la dépense ;
- Seules les dépenses de fonctionnement dédiées à 100% à l'opération seront éligibles, sinon elles seront considérées comme des dépenses indirectes.

Le guide du porteur de projet téléchargeable sur le site www.europeidf.fr fournit un support indicatif permettant d'apprécier en amont du dépôt le caractère éligible des dépenses.

Toute dépense non justifiée de manière probante sera rejetée.

Pour toute question complémentaire, la Direction des affaires européennes de la Région Île-de-France peut être contactée à l'adresse suivante : contact-FEDER-FSE@iledefrance.fr.

3.2 Capacité financière de l'organisme porteur de projet

Les organismes porteurs de projet doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables (notamment : solvabilité, indépendance financière, capacité d'autofinancement, besoin en fonds de

roulement, trésorerie nette). Le porteur devra fournir les documents comptables détaillés (bilans fonctionnels et compte de résultats des trois derniers exercices fiscaux) permettant au service instructeur de s'assurer que les conditions nécessaires sont remplies.

3.3 Capacité administrative de l'organisme porteur de projet

Les porteurs de projet doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables. Ce suivi porte tant sur :

- les aspects budgétaires du projet,
- la bonne exécution des actions telles que décrites dans la convention d'attribution de subvention,
- la collecte des données relatives aux participants aux actions. Pour cela, les porteurs de projets doivent utiliser l'outil Viziaprog « suivi des participants » mis à disposition par la Région.

3.4 Principes horizontaux

Les principes horizontaux ont été définis par la Commission européenne et visent à s'assurer que tous les investissements et projets financés par des fonds européens respectent certaines priorités fondamentales.

Pour la programmation 2014-2020, 3 principes horizontaux ont été retenus : développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi chaque programme opérationnel et chaque projet mis en œuvre avec des fonds européens structurels d'investissements (FESI) doivent prendre en compte ces 3 principes, voire y contribuer spécifiquement.

3.5 Analyse coûts/avantages

Le montant de l'aide et la dimension de l'opération doivent être subordonnés à une analyse en termes de coûts/avantages du financement par le FSE et l'IEJ au regard des contraintes de gestion et de suivi de l'opération cofinancée afin d'encourager la concentration des crédits. Cette analyse sera faite par le service instructeur.

Seront privilégiées les opérations présentant une valeur ajoutée proposant notamment :

- Une logique de sécurisation de parcours favorisant le maillage et les partenariats autour du projet ;
- Un effet levier au regard des dispositifs de droit commun, sa capacité à attirer d'autres sources de financement, sa capacité à mobiliser des partenariats intersectoriels et territoriaux pour favoriser une approche intégrée et globale en matière d'emploi et d'inclusion active ;
- Un caractère structurant, innovateur et transférable du projet ;
- Une simplicité de mise en œuvre.

IV MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

Les critères de sélection et orientations spécifiques en matière de simplification FEDER-FSE 2019-2021 présentée au Comité régional de suivi interfonds (CRSI) du 5 juillet 2019 sont applicables à cet appel à projets (voir document en annexe).

4.1 Modalités de sélection des projets

Le service Instruction et gestion des fonds européens (SIG) de la Direction des affaires européennes (DAE) procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Il vérifie **le respect, par le porteur de projet, des conditions de recevabilité de sa demande de financement**. Le non-respect d'une des conditions de recevabilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable.

Les dossiers de demande de financement répondant **aux critères de recevabilité mentionnés en partie II**

font l'objet d'une analyse en éligibilité qui consiste en :

- l'analyse du budget et de la capacité financière du porteur de projets : vérification de l'éligibilité et du caractère raisonnable des dépenses (détermination du coût total éligible), vérification de l'engagement des co-financeurs, consolidation du plan de financement, traitement des recettes... ;
- la vérification du respect du cadre réglementaire (règles de la commande publique, régimes d'aides d'état, soutenabilité financière, absence de double financement ...) ;
- la vérification de la prise en compte par le porteur de projets des principes horizontaux mentionnés partie III ;
- l'analyse de la contribution de l'opération à l'atteinte des valeurs cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du Programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020.

4.2 Analyse en opportunité des projets soutenus

L'analyse en opportunité des projets déposés sera appuyée par le pôle « formation professionnelle et apprentissage ».

Les critères de jugement en opportunité sont les suivants :

- 1. Critères relatifs à la contribution du projet aux objectifs du programme opérationnel et de l'appel à projet**
- 2. Critères relatifs à la qualité du projet :**
 - Clarté et lisibilité du projet
 - Cohérence entre le descriptif de l'action et les objectifs, et simplicité de leur mise en œuvre.
 - Plus-value du projet au regard des dispositifs de droit commun et effet levier pour attirer d'autres sources de financement.
- 3. Critères relatifs à la performance de la mise en œuvre du Programme opérationnel :**
 - Contribution au cadre de performance, notamment : nombre de jeunes de 16-25 ans sans emploi, ne suivant ni enseignement ni formation, en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.
 - Adéquation entre les coûts du projet et les résultats escomptés.

V CALENDRIER

Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'appel à projet en faveur de l'initiative emploi jeunes en Seine Saint Denis est le suivant :

- A partir du 21 décembre : publication de l'appel à projet sur le site « L'Europe en Île-de-France » : <https://www.europeidf.fr/jai-un-projet/appels-a-projets>
- Du 21 décembre 2020 au 15 mars 2021 : dépôt des dossiers de demande de subvention européenne sur la plateforme e-Synergie : https://portail.synergie.asp-public.fr/e_synergie/portail/idf
Les porteurs de projets pourront être accompagnés vers le dépôt de leur dossier de demande de subvention par la Direction des affaires européennes de la Région Île-de-France à leur demande, transmise à : contact-FSE@iledefrance.fr.
- 15 mars 2021 : date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention sur la plateforme des aides régionales de la Région Île-de-France
- De mi-mars 2021 à août 2021 : Instruction des dossiers par la direction des affaires européennes avec l'appui des directions opérationnelles. La phase d'instruction du projet comprend plusieurs étapes d'échanges avec le porteur de projet :
 - Etude de la complétude administrative du dossier : permet de vérifier que les pièces administratives obligatoires ont bien été jointes à la demande et que l'ensemble des critères

de recevabilité du projet sont respectés : action, candidat porteur, territoire, montants, cofinancements et temporalité. Cette phase est clôturée par l'envoi au candidat porteur d'un courrier/courriel. Ce courrier/courriel d'accusé de réception de dossier complet ne signifie en aucun cas que l'ensemble des pièces justificatives des dépenses et ressources à fournir a bien été reçu ;

- Etude de l'éligibilité, du plan de financement, du cadre réglementaire et de l'opportunité du projet : permet de finaliser l'analyse du projet et d'envisager sa présentation en comité régional de programmation.
- A partir de septembre 2021 : Présentation des dossiers au Comité régional de programmation d'Île-de-France au fil de l'eau pour recueil de l'avis de ses membres. Ces avis font l'objet d'une notification au candidat.
- A partir de fin septembre 2021 : signature de conventions entre la Région et chaque porteur de projet au fil de l'eau.

VI CONFIDENTIALITE

La Région Île-de-France s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats, notamment à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, en particulier, le RGPD et de la loi informatique et libertés n°78-17 modifiée par la loi 2018-493 du 26 juin 2018.

VII ANNEXES

Annexe 1 : Liste des documents à fournir par le porteur de projet pour la complétude administrative

Annexe 2 : Aspects relatifs au contrôle de service fait

Annexe 3 : Liste des indicateurs

Annexe 4 : Questionnaires de recueil des données relatives aux participants

Annexe 5 : Fiche éligibilité des participants

Annexe 6 : Règles relatives aux obligations de communication

Annexe 7 : Règles relatives aux obligations de collecte des données

Annexe 8 : Critères de sélection et orientations spécifiques en matière de simplification FEDER-FSE 2019-2021 - CRSI du 5 juillet 2019